



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
DREAL Bourgogne-Franche-Comté
Uid 39-71 / Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 26/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VALSPAR FRANCE CORPORATION - INDUSTRIAL

14 Rue Chanay
CS 70001
71700 Tournus

Références : XG/MV/2024/C_174

Code AIOT : 0005401067

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2024 dans l'établissement VALSPAR FRANCE CORPORATION - INDUSTRIAL implanté 14 Rue Chanay CS 70001 71700 Tournus. L'inspection a été annoncée le 21/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'effectue dans le contexte du plan pluriannuel de contrôle des installations classées, sur la thématique principale de l'action nationale « composés organiques volatils » (COV).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALSPAR FRANCE CORPORATION - INDUSTRIAL

- 14 Rue Chanay CS 70001 71700 Tournus
- Code AIOT : 0005401067
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Ex IED - MTD

La société VALSPAR, entreprise du groupe international Sherwin-Williams spécialisé dans les vernis et les peintures, exploite sur la commune de Tournus (71) deux unités différentes, indépendantes l'une de l'autre et géographiquement distinctes : l'unité Industrial et l'unité Packaging, toutes les deux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation et classées Seveso seuil bas. Le site de Tournus emploie environ 160 personnes pour les deux unités, avec une direction et des fonctions supports mutualisées.

L'unité Industrial est spécialisée dans la fabrication de peintures industrielles et vernis, et l'unité Packaging est spécialisée dans la fabrication de résines destinées au revêtement intérieur des emballages alimentaires.

Au titre de la législation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement, les activités de l'unité Industrial sont régulièrement exploitées dans le cadre de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° DCL-BRENV-2021-11-7 du 11 janvier 2021.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
2	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
3	Traitement des fumées - conception	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
4	Traitement des fumées - indisponibilité	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
5	Traitement des fumées - matériel disponible	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5	Sans objet
6	Surveillance des rejets - mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
7	Surveillance des rejets - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
8	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection retient de la visite une bonne connaissance et une prise en compte globalisée des enjeux environnementaux, ainsi qu'une culture de l'amélioration continue ancrée dans le fonctionnement quotidien de l'entreprise.

Du fait de la mutualisation de la fonction hygiène et sécurité, environnement, et de la récente séparation des deux sites en deux installations classées indépendantes, l'entreprise doit veiller au traitement séparé des deux installations qui disposent désormais de leur propre cycle de vie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : [...] Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. [...]
Constats : Des dispositifs de captage (hottes, bras articulés orientables aspirants, trémies aspirantes, plénums d'aspiration radiale...), sont présents à chaque point de manipulation ou d'émission de polluants. Les particules et poussières sont canalisées en réseaux dédiés puis traitées par des dépoussiéreurs, tandis que les vapeurs et gaz, également canalisés en réseaux dédiés, sont extraits en toiture. Observation : le magasin des matières premières et produits finis, contient des produits chimiques dangereux et polluants. Il est ouvert côté quai de chargement/déchargement en journée et ne comporte pas de zone d'émission ou de manipulation de polluants puisque (tous les contenants sont stockés fermés). Il nécessite cependant un dispositif mécanique de ventilation en prévention d'un incendie en cas de déversement accidentel (captage des émanations et diminution de la concentrations des vapeurs inflammables).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant conduira une étude technico-économique en vue d'installer un dispositif de ventilation du magasin matières premières et produits finis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses
Prescription contrôlée :

<p>[...] Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.</p> <p>Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stockage des produits pulvérulents en vrac clos est confiné en bâtiment.</p> <p>Les produits pulvérulents en vrac ouvert (encours) sont stockés dans le local de préparation des pulvérulents, ventilé et doté de bras d'aspiration orientables articulés reliés à un dépoussiéreur pour les postes de manipulation.</p> <p>Le mode d'emploi des bras articulés orientables aspirants est consigné dans une procédure dédiée, comme le sont également les modalités de surveillance de fonctionnement des dépoussiéreurs. Un relevé hebdomadaire de la surveillance est conservé dans un registre de suivi.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Traitement des fumées - conception

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dispositifs d'aspiration font l'objet d'une procédure d'emploi spécifique qui prévoit la vérification systématique du bon fonctionnement.</p> <p>Des centrales d'aspiration et de filtration mobiles sont disponibles en cas d'indisponibilité d'une installation de traitement. Elles disposent d'une instruction d'emploi.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Traitement des fumées - indisponibilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19</p>
--

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception
Prescription contrôlée : [...] Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate. [...]
Constats : Le suivi de conformité des installations et de signalement des incidents est consigné dans un registre dédié. Les arrêts des installations de traitements, liés à un incident ou une opération de maintenance préventive, et les actions de maintenance menées sont consignés dans le logiciel de maintenance (GMAO) de l'entreprise. Une procédure définit le mode opératoire de changement des filtres et une autre précise les modalités de surveillance hebdomadaire du bon fonctionnement des dépoussiéreurs. Les relevés de cette surveillance sont consignés dans un registre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traitement des fumées - matériel disponible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - matériel disponible
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.
Constats : L'établissement dispose des consommables (filtres de rechange) nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des installations de traitement des fumées, y compris pour les centrales autonomes filtrantes de secours (filtre à cassette au charbon actif).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des rejets - mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : [...]. III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. [...]

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait réaliser une mesure annuelle des rejets atmosphériques.</p> <p>Observation : la périodicité des mesures n'est pas suffisamment régulière. Certaines mesures ont été effectuées en début d'année, d'autres en fin d'année.</p> <p>En conséquence, la mesure 2022 n'a pas été réalisée. L'exploitant veillera à faire réaliser les analyses au plus tard 12 mois après les précédentes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à faire réaliser les analyses au plus tard 12 mois après les précédentes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Surveillance des rejets - justification

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports de surveillance des rejets n'indiquent pas de dépassement. De fait, aucune action corrective n'a été engagée. Cependant des non-conformités sont relevées sur les points de prélèvements.</p> <p>Observation : l'exploitant devrait utilement procéder à une analyse systématique des résultats des rapports de surveillance et de gestion des non-conformités relevées, incluant la définition des criticités et des actions à entreprendre en fonction des niveaux de criticité associés. Cette procédure d'analyse mériterait d'être décrite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant veillera à la mise en conformité des points de prélèvements des rejets et rédigera une procédure de traitement des non-conformités relevées sur des résultats d'analyses.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Plan de gestion des solvants (PGS)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

Constats :

L'exploitant met en œuvre annuellement le plan de gestion des solvants, qui est transmis via l'application GEREPE.

Un manuel donne les indications nécessaires à la bonne déclaration des données dans le plan de gestion des solvants.

Type de suites proposées : Sans suite